



DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE (RV-1446)

1- IDENTIFICATION DU REQUÉRANT

Nom :			
Adresse :			
Ville :			
Province :		Code postal :	
Téléphone :		Cellulaire :	
Courriel :			

2- IMMEUBLE VISÉ PAR LA DEMANDE

Numéro(s) de lot(s) :			
Adresse :			
Usage :		Zone :	

3- NATURE DE LA DEMANDE

<input type="checkbox"/> Nouveau bâtiment principal	<input type="checkbox"/> Nouveau bâtiment accessoire
<input type="checkbox"/> Bâtiment principal ou accessoire existant	<input type="checkbox"/> Aménagement de terrain / stationnement
<input type="checkbox"/> Agrandissement d'un bâtiment principal ou accessoire	<input type="checkbox"/> Opération cadastrale
<input type="checkbox"/> Enseigne	<input type="checkbox"/> Autre : _____

4- DESCRIPTION DE LA DEMANDE

Objet de la dérogation	Norme exigée	Proposée / existante
<input type="checkbox"/> Marge avant		
<input type="checkbox"/> Marge latérale		
<input type="checkbox"/> Total des marges latérales		
<input type="checkbox"/> Marge arrière		
<input type="checkbox"/> Superficie minimale de terrain		
<input type="checkbox"/> Frontage de terrain		
<input type="checkbox"/> Profondeur de terrain		
<input type="checkbox"/> Nombre d'enseigne		
<input type="checkbox"/> Autre (précisez) :		
<input type="checkbox"/> Autre (précisez) :		
<input type="checkbox"/> Autre (précisez) :		

5- CIRCONSTANCES DE LA DEMANDE

<input type="checkbox"/>	Au dépôt d'une demande de permis ou d'un certificat d'autorisation
<input type="checkbox"/>	Au dépôt d'une demande de permis de lotissement
<input type="checkbox"/>	À l'égard de travaux en cours qui ont fait l'objet d'un permis ou d'un certificat d'autorisation
<input type="checkbox"/>	À l'égard de travaux déjà exécutés et qui ont fait l'objet d'un permis ou d'un certificat d'autorisation
<input type="checkbox"/>	À l'égard d'une transaction immobilière
<input type="checkbox"/>	Autre :

6- DOCUMENTS FOURNIS

<input type="checkbox"/>	Certificat de localisation préparé par un arpenteur-géomètre (construction existante)
<input type="checkbox"/>	Plan d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre (construction projetée)
<input type="checkbox"/>	Plan de construction
<input type="checkbox"/>	Plan d'aménagement paysager
<input type="checkbox"/>	Plan et simulation de l'enseigne
<input type="checkbox"/>	Photos de la construction ou de la situation existante
<input type="checkbox"/>	Procuration du propriétaire (si applicable)
<input type="checkbox"/>	Lettre argumentaire sur la demande de dérogation mineure (obligatoire)*
<input type="checkbox"/>	Autre :

* Voir les paragraphes 5° à 8° du 2e alinéa de l'article 6 du Règlement RV-1446 concernant les informations à inclure à votre argumentaire.

7- FRAIS À PAYER (DEUX CHÈQUES)

Demande visant à régulariser une situation existante ayant fait l'objet d'un permis ou certificat :

<input type="checkbox"/>	Frais à payer de 50 \$ pour l'étude du dossier
<input type="checkbox"/>	Frais à payer de 950 \$ pour l'avis public **

Demande visant des travaux projetés :

<input type="checkbox"/>	Frais à payer de 1050 \$ pour l'étude du dossier
<input type="checkbox"/>	Frais à payer de 950 \$ pour l'avis public **

8- DÉCLARATION DU REQUÉRANT

Le soussigné déclare que les renseignements précédents sont exacts et complets et s'engage à déposer tous les documents requis à la demande. Le soussigné déclare également avoir pris connaissance de la procédure et de la réglementation en vigueur. Enfin le soussigné comprend que le présent formulaire ne constitue pas une demande de permis ou de certificat d'autorisation.

Prénom et nom (en lettres moulées) :	
Signature :	
Date :	

** Advenant que le requérant désire retirer sa demande après la présentation au Comité consultatif d'urbanisme, celui-ci dispose d'un maximum de dix (10) jours après la présentation de sa demande au CCU. À l'expiration du délai, les frais de 950\$ seront encaissés afin de procéder à l'avis de publication.

*** Si la demande de dérogation mineure est dans un lieu où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité ou de santé publiques, de protection de l'environnement ou de bien-être général, un délai supplémentaire de 90 jours pourrait s'ajouter, car la demande devra être transmise à Municipalité régionale de comté (MRC) de Thérèse-De Blainville.

À L'USAGE DU SERVICE D'URBANISME

Numéro de demande (AccèsCité) :

Numéro de dossier :

_____ -DM- _____

À L'USAGE DU SERVICE D'URBANISME

9- RECEVABILITÉ DE LA DEMANDE

	Oui/Non	Justifications
Est-ce que la demande vise le règlement de zonage (RV-1441) ou demande de lotissement (RV-1443)?		
Est-ce que la demande vise une des exceptions de l'article 5 du RV-1446?		
Est-ce que la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme?		
Est-ce que la demande est dans un lieu où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité ou santé publiques, de protection de l'environnement ou de bien-être général? (zone inondable, bande de protection riveraine, zone de glissement de terrain, milieux humides, zone sensible au bruit, couvert forestier ou terrain contaminé)		
Est-ce que la demande vise les paragraphes 16° et 16.1° du 2e alinéa de l'art. 113 de la LAU?		
Est-ce que la demande vise les paragraphes 4° et 4.1° du 2e alinéa de l'art. 115 de la LAU?		
S'il s'agit d'une demande concernant des travaux en cours ou déjà exécutés, les travaux ont-ils fait l'objet d'un permis ou d'un certificat et ont-ils été effectués de bonne foi ?		